

Messieurs pourront remplacer avec succès l'eau de vie de vin, qui leur coûterait, au moins, \$1.50 le gallon, par le sucre blanc qui, rendant une chopine d'alcool par livre de sucre, leur donnerait de l'alcool à raison de 32 à 35c le gallon.

BEURRE vs. FROMAGE

M. J. de L. Taché, dont le zèle pour l'Industrie Laitière est connu et apprécié de tous nos lecteurs, mène une campagne des plus énergiques dans le but d'obtenir du gouvernement les deux choses qu'il considère nécessaires au succès de l'industrie du beurre : des compartiments frigorifiques à bord des vapeurs transatlantiques et une prime à l'exportation. Nous ne voulons pas marchander l'aide de notre journal à des efforts si méritants et nous nous empressons de déclarer que ce que demande M. Taché nous paraît juste, raisonnable et de nature à aider puissamment au succès des beurreries pour l'exportation.

Mais nous croyons que M. Taché s'est laissé un peu entraîner par son zèle lorsque, dans le mémoire qu'il a présenté au comité de l'Agriculture à Québec, il représente l'industrie du fromage comme ayant atteint son plus grand développement utile et comme étant sur le point de décliner par suite d'une surabondance de production.

Les progrès de la production du fromage, de fait, ont été énormes. Nos exportations ont doublé en 10 ans. Et si la même progression continuait, M. Taché calcule que, en 1900, nous produirions plus de fromage que l'Angleterre n'en importe actuellement de tous pays.

Ce calcul de progression mathématique n'est pas de mise ici, parce qu'il n'est pas prouvé que notre population puisse y suffire; mais, d'un autre côté, on peut se demander si le marché anglais, qui importe actuellement pour \$20,000,000 de fromage, n'a pas l'élasticité nécessaire pour en absorber davantage. Les statistiques du commerce anglais permettent de prévoir également une augmentation de consommation. Ainsi, les importations anglaises ont été :

En 1885.....	de 205,389,184 livres
" 1886.....	de 194,307,680 "
" 1887.....	de 205,720,368 "
" 1888.....	de 214,772,992 "
" 1889.....	de 213,695,888 "
" 1890.....	de 240,136,288 "
" 1891.....	de 228,628,400 "
" 1892.....	de 250,075,504 "
" 1893.....	de 232,675,744 "

Ce tableau dans lequel M. Taché voit une preuve que les importations anglaises sont stationnaires nous paraît au contraire établir une augmentation de 30 à 35 millions de livres dans la moyenne des importations en huit ans.

Or l'augmentation de nos exportations a-t-elle été beaucoup plus considérable ? Nous avons exporté :

En 1885.....	67,958,128 livres
En 1893.....	133,946,362 livres

soit une augmentation de près de 66 millions de livres, dont la moitié se trouve compensée par l'augmentation des importations anglaises. Pour le reste, il s'est fait un marché en déplaçant les exportations des Etats-Unis, qui, de 111 millions de livres qu'elles étaient en 1885, sont tombées en 1893 à 81 millions seulement. Quelle raison M. Taché a-t-il pour affirmer que la consommation anglaise n'augmentera pas suivant la même proportion; et que nous ne réussirons pas, à force de soigner notre fromage, à éliminer à peu près complètement les Etats-Unis du marché anglais ?

Encore une fois, nous sommes de tout cœur avec M. Taché dans ses efforts pour rendre lucrative la fabrication du beurre de beurreries. Une des meilleures raisons qu'il puisse donner pour expliquer sa partialité pour la beurrerie, c'est que cette dernière épuise moins la terre et permet l'exploitation d'une industrie connexe, appelée aussi à un grand avenir : l'élevage du porc. Mais n'aurait-il pas pu travailler avec autant de chances de réussite à obtenir l'aide des gouvernements, sans jeter le découragement dans l'esprit d'un certain nombre de propriétaires de fromageries, dont les inquiétudes percent dans les lettres qu'ils nous écrivent pour nous demander notre avis sur la perspective de la prochaine campagne ?

Avant de décourager la fabrication du fromage, il nous semble qu'il eût été sage d'attendre qu'on eût quelqu'autre industrie à offrir en échange. Or, jusqu'à présent, le fromage a été beaucoup plus avantageux que le beurre, pour les cultivateurs; et conseiller aux patrons des fromageries de porter leur lait aux beurreries, ce serait, dans l'état actuel des choses, leur conseiller un échange où ils seraient en perte.

Il y a place, sur notre sol canadien, pour le développement côte à côte de la fromagerie et de la beurrerie; et, dès que l'on aura mis cette dernière sur un pied d'égalité

avec la première, on la verra faire les mêmes progrès que son aînée.

Travaillons donc ensemble à trouver le moyen de rendre la fabrication du beurre aussi productive, pour le cultivateur, que la fabrication du fromage. Demandons aux autorités compétentes l'aide qu'elles ne peuvent refuser à des industries si intimement liées à la prospérité de notre pays. Mais n'oublions pas une chose, M. Taché, c'est que, notre beurre fût-il primé de 5c par livre, s'il ne plaît pas, par sa fabrication, par le mode de conservation, par l'emballage, au consommateur anglais, il ne trouvera pas d'acheteurs en Angleterre. Les compartiments frigorifiques et la prime à l'exportation ne nous serviront qu'en autant que notre fabrication fera les progrès nécessaires pour s'imposer au consommateur.

LA CRISE A TERRENEUVE

Pour ceux qui s'imaginent que l'on peut créer une monnaie circulante de pure convention, la crise financière de Terre-Neuve offre une leçon très intéressante à méditer. Il n'y avait dans la colonie, avant la crise, que peu de monnaie métallique, le gouvernement colonial n'ayant pas de système monétaire ni de monnaie spéciale; la monnaie circulante se composait principalement des billets émis par les deux banques à fonds social établies dans l'île, la Commercial Bank et la Union Bank. Ces deux banques avaient émis des billets, au fur et à mesure que le besoin s'en faisait sentir, à un montant, pour l'une, de trois fois son capital et pour l'autre, de deux fois son capital. Ces billets n'avaient d'autre garantie que la triple responsabilité des actionnaires; mais cette responsabilité devient absolument illusoire dans un cas de panique générale comme celle qui a précipité la crise, vu que la plus grande partie de la fortune des actionnaires consistait précisément en actions de ces banques. Il n'y avait, par conséquent, que le crédit des banques qui pût soutenir leur circulation; et du moment où ce crédit a été attaqué, le public perdit toute confiance en leurs billets.

Les Terre-neuviens se sont donc trouvés, après la suspension de paiement des banques, sans aucun moyen d'échange, sauf le peu de monnaie métallique en circulation et probablement aussi une certaine quantité de greenbacks. Personne ne voulait accepter les billets des ban-